



2021-05-10

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PAPINEAU
MUNICIPALITÉ DE NAMUR**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 10 mai 2021 à 19 h 30 suivant l'arrêté ministériel 2020-004 en date du 15 mars 2020 de la ministre de la Santé et des Services sociaux autorisant les municipalités à tenir les séances du conseil à huis clos et autorisant les élus à y participer par tout moyen de communication et à laquelle sont présents les membres suivants :

M. MARTIN MEILLEUR

M. GUY GAUTHIER

M. SÉBASTIEN DESORMEAUX

M. SÉBASTIEN DAUDLIN

M^{ME} JOSÉE DUPUIS

FORMANT QUORUM et siégeant sous la présidence du Maire, **M. GILBERT DARDEL**

La Directrice générale adjointe / Secrétaire-trésorière adjointe, **M^{ME} ANNIE DECELLES** est aussi présente.

Le président de l'assemblée déclare la séance ouverte.

ORDRE DU JOUR

- Adoption de l'ordre du jour
- Approbation du procès-verbal de la séance du 12 avril 2021
- Période de questions d'ordre général
 - **Résolutions :**
 - Affichage du poste pour un étudiant dans le cadre d'emplois d'été du Canada
 - Demande d'adhésion à l'entente intermunicipale concernant les droits sur les substances assujetties provenant de carrières et de sablières – Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix
 - Avis de motion – Règlement 215 sur la gestion contractuelle abrogeant et remplaçant le règlement 206 sur la gestion contractuelle
 - Projet de règlement numéro 215 sur la gestion contractuelle abrogeant et remplaçant le règlement 206 sur la gestion contractuelle
 - Dépôt du rapport d'audit de conformité portant sur la formation en éthique et en déontologie des membres du conseil municipal
 - Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie
 - Entente de paiement d'intérêts
 - Radiation d'un compte en souffrance
 - Dénéigement – Contrat de service – MTQ
 - Renouvellement d'un contrat de travail
 - Casiers pour la caserne
 - Entériner l'installation d'une serrure à bouton mécanique pour la caserne
 - Installation d'un tuyau en aluminium sur le camion-citerne
 - Tests d'eau – Lac Loignon, des Aulnes et Rocket
 - Demande d'autorisation – Commission scolaire Cœur-des-Vallées
 - Ponceau – impasse de la Petite-Rivière-Rouge
- **Finance :**
 - Approbation des comptes payables
- Période de questions portant exclusivement sur l'ordre du jour
- Rapport du maire
- Période d'intervention des membres du conseil
- Levée de la séance



2021-05-70 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Monsieur Sébastien Daudlin

QUE L'ordre du jour soit adopté tel que présenté, avec dispense de lecture, et il demeure ouvert à toute modification.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-71 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

CONSIDÉRANT que la Directrice générale adjointe/Secrétaire-trésorière adjointe a remis copie du procès-verbal de la séance du 12 avril 2021, au plus tard la veille de la séance à laquelle il doit être approuvé et qu'en conséquence elle est dispensée d'en faire la lecture ;

Il est proposé par Monsieur Guy Gauthier

QUE Le procès-verbal de la séance du 12 avril 2021 soit approuvé, tel que déposé.

Adoptée à l'unanimité

PÉRIODE DE QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2021-05-72 AFFICHAGE DU POSTE POUR UN ÉTUDIANT DANS LE CADRE D'EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Namur a adressé une demande de financement dans le cadre d'Emplois Canada 2021 pour un étudiant ;

CONSIDÉRANT que la demande a été acceptée;

Il est proposé par Monsieur Guy Gauthier

QUE La Directrice générale soit autorisée à afficher le poste dans le journal local.

Adopté à l'unanimité

2021-05-73 DEMANDE D'ADHÉSION À L'ENTENTE INTERMUNICIPALE CONCERNANT LES DROITS SUR LES SUBSTANCES ASSUJETTIES PROVENANT DE CARRIÈRES ET DE SABLIERES - MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX

CONSIDÉRANT la demande d'adhésion de la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix à l'entente intermunicipale concernant les droits sur les substances assujetties provenant de carrières et de sablières;

Il est proposé par Madame Josée Dupuis

QUE Le Conseil municipal de Namur accepte que la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix adhère à l'entente intermunicipale;

QUE La Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix demande le partage des droits découlant des mesures d'imposition aux municipalités visées par les articles 78.1 et suivants de la Loi sur les compétences municipales qui imposent l'obligation à toute municipalité locale dont le territoire comprend le site d'une carrière ou d'une sablière de constituer un fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines vies publiques;

QUE La Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix réclame de la Municipalité de Namur, sa part des droits ainsi perçus sur les substances assujetties qui transiteront sur les chemins municipaux de la Municipalité, et ce à compter des présentes;

QUE La Municipalité de Namur fournisse une copie des registres permettant d'établir quelles sont les quantités de substances assujetties provenant des carrières et des sablières de leur territoire respectif qui ont transité sur le territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix, et ce, à compter des présentes;

ET QUE La présente résolution soit transmise à la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix.

Adopté à l'unanimité



2021-05-74

**AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT 215 SUR LA GESTION CONTRACTUELLE
ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT 206 SUR LA GESTION
CONTRACTUELLE**

Avis de motion est par la présente donné par Monsieur Guy Gauthier qu'à une séance ultérieure, un règlement abrogeant et remplaçant le règlement 206 concernant la gestion contractuelle, sera présenté pour adoption. De plus, il dépose le projet de règlement.

2021-05-75

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 215 SUR LA GESTION CONTRACTUELLE
ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT 206 SUR LA GESTION
CONTRACTUELLE**

CONSIDÉRANT qu'une Politique de gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité le 22 décembre 2010, conformément à l'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec* (ci-après appelé « C.M. ») ;

CONSIDÉRANT que l'article 938.1.2 C.M. a été remplacé, le 1^{er} janvier 2018, obligeant les municipalités, à compter de cette dernière date, à adopter un règlement sur la gestion contractuelle, la politique actuelle de la Municipalité étant cependant réputée être un tel règlement ;

CONSIDÉRANT que le règlement doit minimalement prévoir des mesures à l'égard de six objets identifiés à la loi et, à l'égard des contrats qui comportent une dépense de 25 000 \$ ou plus, mais de moins de 100 000 \$ et qui peuvent être passés de gré à gré en vertu des règles adoptées par la Municipalité, prévoir des mesures pour assurer la rotation des éventuels cocontractants ;

CONSIDÉRANT que la Municipalité souhaite, comme le lui permet le 4^e alinéa de l'article 938.1.2 C.M., prévoir des règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$ et de moins de 100 000 \$ et, qu'en conséquence, l'article 936 C.M. (appel d'offres sur invitation) ne s'applique plus à ces contrats à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement ;

CONSIDÉRANT que le présent règlement répond à un objectif de transparence et de saine gestion des fonds publics ;

CONSIDÉRANT que le présent règlement a pour objet de prévoir des mesures relatives à la gestion contractuelle pour tout contrat qui sera conclu par la Municipalité, incluant certaines règles de passation des contrats pour les contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$ et de moins de 100 000 \$;

CONSIDÉRANT que le Projet de loi numéro 67 est entré en vigueur et exige une modification dudit règlement ;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été présenté à la séance du 10 mai 2021 ;

Il est proposé par

et résolu unanimement que le présent règlement soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet :

- a) de prévoir des mesures pour l'octroi et la gestion des contrats accordés par la Municipalité, conformément à l'article 938.1.2 C.M. ;
- b) de prévoir des règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$ et de moins de 50 000 \$.

2. Champ d'application

Le présent règlement s'applique à tout contrat conclu par la Municipalité, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 935 ou à l'article 938.0.2 C.M.

Le présent règlement s'applique, peu importe, l'autorité qui accorde le contrat, que ce soit le conseil ou toute personne à qui le conseil a délégué le pouvoir de dépenser et de passer des contrats au nom de la Municipalité.



SECTION II

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

3. Interprétation du texte

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16).

Il ne doit pas être interprété comme permettant de déroger aux dispositions impératives des lois régissant les contrats des municipalités, à moins que ces lois ne permettent expressément d'y déroger par le présent règlement dont, par exemple, certaines des mesures prévues au Chapitre II du présent règlement.

4. Autres instances ou organismes

La Municipalité reconnaît l'importance, le rôle et les pouvoirs accordés aux autres instances qui peuvent enquêter et agir à l'égard des objets visés par certaines mesures prévues au présent règlement. Cela comprend notamment les mesures visant à prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence, de corruption, de truquage des offres, ainsi que celles qui visent à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes* adopté en vertu de cette loi.

5. Règles particulières d'interprétation

Le présent règlement ne doit pas être interprété :

- a) de façon restrictive ou littérale;
- b) comme restreignant la possibilité pour la Municipalité de contracter de gré à gré, dans les cas où la loi lui permet de le faire.

Les mesures prévues au présent règlement doivent s'interpréter :

- selon les principes énoncés au préambule de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (2017, c. 13) (Projet de loi 122) reconnaissant notamment les municipalités comme étant des gouvernements de proximité et aux élus, la légitimité nécessaire pour gouverner selon leurs attributions;
- de façon à respecter le principe de la proportionnalité et ainsi assurer que les démarches liées aux mesures imposées sont proportionnées à la nature et au montant de la dépense du contrat à intervenir, eu égard aux coûts, au temps exigé et à la taille de la Municipalité.

6. Terminologie

À moins que le contexte l'indique autrement, les mots et expressions utilisés dans le présent règlement ont le sens suivant :

- « *Appel d'offres* » : Appel d'offres public ou sur invitation exigé par les articles 935 et suivants C.M. ou le règlement adopté en vertu de l'article 938.0.1 C.M. sont exclues de l'expression « *appel d'offres* », les demandes de prix qui sont formulées lorsqu'aucun appel d'offres n'est requis par la loi ou par le présent règlement.
- « *Soumissionnaire* » : Toute personne qui soumet une offre au cours d'un processus d'appel d'offres.

CHAPITRE II

RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS ET ROTATION

7. Généralités

La Municipalité respecte les règles de passation des contrats prévues dans les lois qui la régissent, dont le C.M. De façon plus particulière :

- a) elle procède par appel d'offres sur invitation lorsque la loi ou le règlement adopté en vertu de l'article 938.0.1 C.M. impose un tel appel d'offres, à moins d'une disposition particulière, à l'effet contraire, prévue au présent règlement;
- b) elle procède par appel d'offres public dans tous les cas où un appel d'offres public est imposé par la loi ou par le règlement adopté en vertu de l'article 938.0.1 C.M.;
- c) elle peut procéder de gré à gré dans les cas où la loi ou le présent règlement lui permet de se faire.



- d) **Dans la mesure du possible la municipalité doit favoriser les biens et les services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec pour la passation de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique. Ces mesures seront appliquées pour une période de trois ans, du 25 juin 2021 au 25 juin 2024.**

Rien dans le présent règlement ne peut avoir pour effet de limiter la possibilité pour la Municipalité d'utiliser tout mode de mise en concurrence pour l'attribution d'un contrat, que ce soit par appel d'offres public, sur invitation ou par une demande de prix, même si elle peut légalement procéder de gré à gré.

8. **Contrats pouvant être conclus de gré à gré**

Sous réserve de l'article 13, tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, mais égale ou inférieure à celle apparaissant au tableau ci-après, peut être conclu de gré à gré par la Municipalité :

TYPE DE CONTRAT	MONTANT DE LA DÉPENSE
Assurance	50 000 \$
Exécution de travaux ou fourniture de matériel ou de matériaux	50 000 \$
Fourniture de services (incluant les services professionnels)	50 000 \$

9. **Rotation - Principes**

La Municipalité favorise, si possible, la rotation parmi les fournisseurs potentiels, à l'égard des contrats qui peuvent être passés de gré à gré en vertu de l'article 8. La Municipalité, dans la prise de décision à cet égard, considère, notamment, les principes suivants :

- a) le degré d'expertise nécessaire;
- b) la qualité des travaux, services ou matériaux déjà dispensés ou livrés à la Municipalité;
- c) les délais inhérents à l'exécution des travaux, à la fourniture du matériel ou des matériaux ou à la dispense de services;
- d) la qualité des biens, services ou travaux recherchés;
- e) les modalités de livraison;
- f) les services d'entretien;
- g) l'expérience et la capacité financière requises;
- h) la compétitivité du prix, en tenant compte de l'ensemble des conditions du marché;
- i) le fait que le fournisseur ait un établissement sur le territoire de la Municipalité;
- j) tout autre critère directement relié au marché.

10. **Rotation - Mesures**

Aux fins d'assurer la mise en œuvre de la rotation prévue à l'article 9, la Municipalité applique, dans la mesure du possible et à moins de circonstances particulières, les mesures suivantes :

- a) les fournisseurs potentiels sont identifiés avant d'octroyer le contrat. Si le territoire de la Municipalité compte plus d'un fournisseur, cette identification peut se limiter à ce dernier territoire ou, le cas échéant, le territoire de la MRC ou de toute autre région géographique qui sera jugée pertinente compte tenu de la nature du contrat à intervenir;
- b) une fois les fournisseurs identifiés et en considérant les principes énumérés à l'article 9, la rotation entre eux doit être favorisée, à moins de motifs liés à la saine administration;
- c) la Municipalité peut procéder à un appel d'intérêt afin de connaître les fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins;
- d) à moins de circonstances particulières, la personne en charge de la gestion du contrat complète, dans la mesure du possible, le formulaire d'analyse que l'on retrouve à l'Annexe 4;
- e) pour les catégories de contrats qu'elle détermine, aux fins d'identifier les fournisseurs potentiels, la Municipalité peut également constituer une liste de fournisseurs. La rotation entre les fournisseurs



apparaissant sur cette liste, le cas échéant, doit être favorisée, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe b) du présent article.

11. Contrats de services professionnels

Malgré l'article 936.0.1.2 C.M., tout contrat de services professionnels qui comporte une dépense supérieure au montant établi à l'article 8, mais inférieure à 100 000 \$, peut être octroyé en procédant par un appel d'offres, en ne considérant que le prix, sans avoir à utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres.

12. Indexation

Les montants apparaissant à l'article 8 du présent règlement sont ajustés à chaque année, à compter du 1^{er} janvier qui suit l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la variation de l'indice moyen des prix à la consommation pour l'année précédente, en prenant comme base l'indice établi pour l'ensemble du Québec par Statistique Canada. En aucun temps ces montants ne peuvent être égaux ou supérieurs à 100 000 \$, à moins que le seuil maximal de la dépense prévu par la loi accordant à la municipalité la possibilité de déterminer ses règles de passations de contrat soit majoré, auquel cas, les montants prévus à l'article 8 du présent règlement ne pourront égaliser ou excéder le seuil maximal ainsi établi par le législateur.

CHAPITRE III

MESURES

SECTION I

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

13. Généralités

Pour certains contrats, la Municipalité n'est assujettie à aucune procédure particulière de mise en concurrence (appel d'offres public ou sur invitation). Le présent règlement ne peut avoir pour effet de restreindre la possibilité, pour la Municipalité, de procéder de gré à gré pour ces contrats. Il s'agit, notamment, de contrats :

- qui, par leur nature, ne sont assujettis à aucun processus d'appel d'offres (contrats autres que des contrats d'assurance, fourniture de matériel ou de matériaux, services et exécution de travaux);
- expressément exemptés du processus d'appel d'offres (notamment ceux énumérés à l'article 938 C.M.) et les contrats de services professionnels nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles;
- d'assurance, pour l'exécution de travaux, pour la fourniture de matériel ou de matériaux ou de services (incluant les services professionnels) qui comportent une dépense inférieure à 25 000 \$.

14. Mesures

Lorsque la Municipalité choisit d'accorder, de gré à gré, l'un ou l'autre des contrats mentionnés à l'article 13, les mesures suivantes s'appliquent, à moins que ces mesures ne soient incompatibles avec la nature du contrat :

- a) Lobbyisme
 - Mesures prévues aux articles 18 (Devoir d'information des élus et employés) et 19 (Formation);
- b) Intimidation, trafic d'influence ou corruption
 - Mesure prévue à l'article 21 (Dénonciation);
- c) Conflit d'intérêts
 - Mesure prévue à l'article 23 (Dénonciation);
- d) Modification d'un contrat
 - Mesure prévue à l'article 29 (Modification d'un contrat).

15. Document d'information

La Municipalité doit publier, sur son site Internet, le document d'information relatif à la gestion contractuelle joint à l'Annexe 1, de façon à informer la population et d'éventuels contractants des mesures prises par elle dans le cadre du présent règlement.



SECTION II

TRUQUAGE DES OFFRES

16. Sanction si collusion

Doit être insérée dans les documents d'appel d'offres, une disposition prévoyant la possibilité pour la Municipalité de rejeter une soumission s'il est clairement établi qu'il y a eu collusion avec toute personne en contravention à toute loi visant à lutter contre le truquage des offres.

17. Déclaration

Tout soumissionnaire doit joindre à sa soumission, ou au plus tard avant l'octroi du contrat, une déclaration affirmant solennellement que sa soumission a été préparée et déposée sans qu'il y ait eu collusion, communication, entente ou arrangement avec toute personne en contravention à toute loi visant à lutter contre le truquage des offres. Cette déclaration doit être faite sur le formulaire joint à l'Annexe 2.

SECTION III

LOBBYISME

18. Devoir d'information des élus et employés

Tout membre du conseil ou tout fonctionnaire ou employé doit rappeler, à toute personne qui prend l'initiative de communiquer avec lui afin d'obtenir un contrat, l'existence de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, lorsqu'il estime qu'il y a contravention à cette loi.

19. Formation

La Municipalité privilégie la participation des membres du conseil et des fonctionnaires et employés à une formation destinée à les renseigner sur les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de lobbyisme.

20. Déclaration

Tout soumissionnaire doit joindre à sa soumission ou, au plus tard avant l'octroi du contrat, une déclaration affirmant solennellement que ni lui ni aucun de ses collaborateurs, représentants ou employés ne s'est livré à une communication d'influence aux fins de l'obtention du contrat en contravention à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* ou, si telle communication d'influence a eu lieu, qu'elle a été faite après que toute inscription ait été faite au registre des lobbyistes lorsqu'elle est exigée en vertu de la loi. Cette déclaration doit être faite sur le formulaire joint à l'Annexe 2.

SECTION IV

INTIMIDATION, TRAFIC D'INFLUENCE OU CORRUPTION

21. Dénonciation

Tout membre du conseil, tout fonctionnaire ou employé, de même que toute autre personne œuvrant pour la Municipalité doit dénoncer, le plus tôt possible, toute tentative d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption dont il a été témoin dans le cadre de ses fonctions. Cette mesure ne doit pas être interprétée comme limitant le droit de la personne concernée à porter plainte auprès d'un service de police ou d'une autre autorité publique.

Un membre du conseil fait cette dénonciation au directeur général; le directeur général au maire; les autres fonctionnaires et employés ainsi que toute personne œuvrant pour la Municipalité, au directeur général. Lorsque la dénonciation implique directement ou indirectement le maire ou le directeur général, la dénonciation est faite à celui qui n'est pas impliqué. Le directeur général ou le maire doit traiter la dénonciation avec diligence et prendre les mesures appropriées en fonction de la nature de la situation dénoncée, incluant dénoncer la situation à toute autre autorité compétente.

22. Déclaration

Tout soumissionnaire doit joindre à sa soumission, ou au plus tard avant l'octroi du contrat, une déclaration affirmant solennellement que ni lui ni aucun de ses collaborateurs, représentants ou employés ne s'est livré, dans le cadre de l'appel d'offres, à des gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption, à l'endroit d'un membre du conseil, d'un fonctionnaire ou employé ou de toute autre personne œuvrant pour la Municipalité. Cette déclaration doit être faite sur le formulaire joint à l'Annexe 2.



SECTION V

CONFLITS D'INTÉRÊTS

23. Dénonciation

Tout membre du conseil, tout fonctionnaire ou employé, de même que toute autre personne œuvrant pour la Municipalité, impliqué dans la préparation de documents contractuels ou dans l'attribution de contrats, doit dénoncer, le plus tôt possible, l'existence de tout intérêt pécuniaire dans une personne morale, société ou entreprise susceptible de conclure un contrat avec la Municipalité.

Un membre du conseil fait cette dénonciation au directeur général; le directeur général au maire; les autres fonctionnaires et employés ainsi que toute autre personne œuvrant pour la Municipalité, au directeur général. Lorsque la dénonciation implique directement ou indirectement le maire ou le directeur général, la dénonciation est faite à celui qui n'est pas impliqué. S'ils sont tous les deux impliqués, la dénonciation est faite au maire suppléant ou à un autre membre du conseil municipal non impliqué. La personne qui reçoit la dénonciation doit la traiter avec diligence et prendre les mesures appropriées en fonction de la nature de la situation dénoncée.

24. Déclaration

Lorsque la Municipalité utilise un système de pondération et d'évaluation des offres, tout membre du comité de sélection doit déclarer solennellement par écrit, avant de débiter l'évaluation des soumissions, qu'il n'a aucun intérêt pécuniaire particulier, direct ou indirect, à l'égard du contrat faisant l'objet de l'évaluation. Il doit également s'engager à ne pas divulguer le mandat qui lui a été confié par la Municipalité, de même qu'à ne pas utiliser, communiquer, tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, les renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de membre du comité de sélection. Cette déclaration doit être faite sur le formulaire joint à l'Annexe 3.

25. Intérêt pécuniaire minime

L'intérêt pécuniaire minime n'est pas visé par les mesures décrites aux articles 23 et 24.

SECTION VI

IMPARTIALITÉ ET OBJECTIVITÉ DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES

26. Responsable de l'appel d'offres

Tout appel d'offres identifie un responsable et prévoit que tout soumissionnaire potentiel ou tout soumissionnaire doit s'adresser à ce seul responsable pour obtenir toute information ou précision relativement à l'appel d'offres.

27. Questions des soumissionnaires

Le responsable de l'appel d'offres compile les questions posées par chacun des soumissionnaires au cours du processus d'appel d'offres et émet, s'il le juge nécessaire, un addenda, de façon à ce que tous les soumissionnaires obtiennent les réponses aux questions posées par les autres.

Le responsable de l'appel d'offres a l'entière discrétion pour juger de la pertinence des questions posées et de celles qui nécessitent une réponse et il peut regrouper et reformuler certaines questions aux fins de la transmission des réponses aux soumissionnaires.

28. Dénonciation

Tout membre du conseil, tout fonctionnaire ou employé, de même que toute autre personne œuvrant pour la Municipalité, doit, dès qu'il en est informé, dénoncer l'existence de toute situation, autre qu'un conflit d'intérêts, susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus d'appel d'offres et de la gestion du contrat qui en résulte.

Un membre du conseil fait cette dénonciation au directeur général; le directeur général au maire; les autres fonctionnaires et employés, ainsi que toute autre personne œuvrant pour la Municipalité, au directeur général. Lorsque la dénonciation implique directement ou indirectement le maire ou le directeur général, la dénonciation est faite à celui qui n'est pas impliqué. S'ils sont tous les deux impliqués, la dénonciation est faite au maire suppléant ou à un autre membre du conseil municipal non impliqué. La personne qui reçoit la dénonciation doit la traiter avec diligence et prendre les mesures appropriées en fonction de la nature de la situation dénoncée.



SECTION VII

MODIFICATION D'UN CONTRAT

29. Modification d'un contrat

Toute modification apportée à un contrat et qui a pour effet d'en augmenter le prix, doit être justifiée par la personne responsable de la gestion de ce contrat, en considérant les règles applicables pour autoriser une telle modification.

La Municipalité ne peut modifier un contrat accordé à la suite d'un appel d'offres, sauf dans le cas où la modification constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature.

30. Réunions de chantier

Lorsque cela est justifié par la nature des travaux, la Municipalité favorise la tenue de réunions de chantier régulières afin d'assurer le suivi de l'exécution du contrat.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINALES

31. Application du règlement

L'application du présent règlement est sous la responsabilité du directeur général de la Municipalité. Ce dernier est responsable de la confection du rapport qui doit être déposé annuellement au conseil concernant l'application du présent règlement, conformément à l'article 938.1.2 C.M.

32. Abrogation de la Politique de gestion contractuelle.

Le présent règlement remplace et abroge la Politique de gestion contractuelle adoptée par le conseil le 22 décembre 2010 et réputée, depuis le 1^{er} janvier 2018, un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 278 P.L. 122.

33. Entrée en vigueur et publication

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et est publié sur le site Internet de la Municipalité. De plus, une copie de ce règlement est transmise au MAMH.

2021-05-76 DÉPÔT DU RAPPORT D'AUDIT DE CONFORMITÉ PORTANT SUR LA FORMATION EN ÉTHIQUE ET EN DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSIDÉRANT que la Commission municipale du Québec a réalisé un audit de conformité portant sur la formation en éthique et en déontologie des membres du conseil municipal;

CONSIDÉRANT que la Commission municipale du Québec suggère de nous doter d'un plan d'action pour donner suite aux recommandations en prévision des élections municipales générales de novembre 2021 et des subséquentes;

Il est proposé par Madame Josée Dupuis

QUE Les membres du conseil attestent le dépôt du rapport de l'audit de conformité sur la formation en éthique et en déontologie des membres du conseil municipal;

QUE la municipalité de Namur demande au MAMH que la direction régionale de l'Outaouais accompagne la responsable désignée du plan d'action pour l'élaboration et la réalisation de celui-ci.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-77 JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

CONSIDÉRANT que la Charte québécoise des droits et libertés de la personne reconnaît qu'aucune discrimination ne peut être exercée sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'expression de genre;

CONSIDÉRANT que le Québec est une société ouverte à toutes et à tous, y compris aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBTQ+) et à toutes autres personnes se reconnaissant dans la diversité sexuelle et la pluralité des identités et des expressions de genre;

CONSIDÉRANT que malgré les récents efforts pour une meilleure inclusion des personnes LGBT, l'homophobie et la transphobie demeurent présentes dans la société;



CONSIDÉRANT que le 17 mai est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, que celle-ci est célébrée de fait dans de nombreux pays et qu'elle résulte d'une initiative québécoise portée par la Fondation Émergence dès 2003;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'appuyer les efforts de la Fondation Émergence dans la tenue de cette journée;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Desormeaux

QUE Le Conseil municipal proclame le 17 mai Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie et souligne cette journée en tant que telle.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-78 ENTENTE DE PAIEMENT D'INTÉRÊTS

CONSIDÉRANT que la direction de la Municipalité de Namur a omis de déduire la retenue d'impôts fédérale et provinciale d'un employé;

Il est proposé par Monsieur Martin Meilleur

QUE Le Conseil municipal recommande à l'employé de prendre une entente avec les deux paliers du gouvernement et de la respecter;

QUE Le Conseil municipal s'engage à payer les intérêts encourus s'il y a lieu;

QUE La directrice générale adjointe est autorisée à signer une entente avec l'employé.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-79 RADIATION D'UN COMPTE EN SOUFFRANCE

CONSIDÉRANT QUE la facture 201903941 concernant la facturation pour des visites de prévention incendie effectuées durant l'année 2018 n'a pas été payée dans son entièreté suite à un litige;

CONSIDÉRANT QUE cette créance n'a pu être recouvrée;

Il est proposé par Monsieur Martin Meilleur

QUE Le conseil municipal autorise la radiation du compte à recevoir d'un montant totalisant 1 080.00\$ plus les intérêts courus.

Adoptée à l'unanimité.

2021-05-80 DÉNEIGEMENT – CONTRAT DE SERVICE – MTQ

CONSIDÉRANT que le Ministère des Transports a déposé une proposition d'un contrat de service pour le déneigement et le déglçage du chemin Boileau sur une longueur de 4.98 km;

CONSIDÉRANT que le contrat de service est pour les saisons contractuelles 2021 à 2026;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Desormeaux

QUE Le Conseil municipal accepte la proposition du contrat de service du Ministère des Transports pour les saisons contractuelles 2021 à 2026.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-81 RENOUELEMENT D'UN CONTRAT DE TRAVAIL

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Namur désire renouveler le contrat de travail de l'employé numéro 22-0009;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Daudlin

QUE Le Conseil municipal autorise le maire et la directrice générale adjointe à signer un nouveau contrat de travail avec l'employé numéro 22-0009.

Adopté à l'unanimité



2021-05-82 CASIERS POUR LA CASERNE

CONSIDÉRANT que trois soumissions ont été déposées par les fournisseurs suivants pour des casiers pour la caserne:

— Défi Métal	5 060.50 \$ taxes en sus
— Jet Sab Haute Pression	7 184.00 \$ taxes en sus
— Bunkerfire & Safety	5 230.33 \$ taxes en sus

Il est proposé par Monsieur Sébastien Desormeaux

QUE La soumission de Défi Métal soit retenue au montant de 5 060.50 \$ taxes en sus.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-83 ENTÉRINER L'INSTALLATION D'UNE SERRURE À BOUTON MÉCANIQUE POUR LA CASERNE

CONSIDÉRANT que deux soumissions ont été déposées par les fournisseurs suivants pour l'installation d'une serrure à bouton mécanique:

— Serrurier Magic	875.00 \$ taxes en sus
— Serrure Outaouais	1 427.95 \$ taxes en sus

Il est proposé par Monsieur Martin Meilleur

QUE Le Conseil municipal entérine l'installation de la serrure à bouton mécanique par le fournisseur Serrurier Magic au montant de 875.00 \$ taxes en sus.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-84 INSTALLATION D'UN TUYAU EN ALUMINIUM SUR LE CAMION-CITERNE

CONSIDÉRANT qu'une soumission a été déposée par le fournisseur Soudure SAB;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Desormeaux

QUE La soumission de Soudure SAB au montant de 1 090.72 \$ plus taxes soit acceptée.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-85 TESTS D'EAU – LACS LOIGNON, DES AULNES ET ROCKET

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal est concerné par la qualité de l'eau des lacs sur son territoire;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Daudlin

QUE Le Conseil municipal autorise la directrice générale adjointe à faire analyser l'eau à deux endroits différents sur les lacs Loignon, des Aulnes et Rocket au mois de juin et août 2021.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-86 DEMANDE D'AUTORISATION – COMMISSION SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES

CONSIDÉRANT que la demande pour l'accessibilité à l'internet haute vitesse est grandissante et nécessaire;

CONSIDÉRANT que la compagnie Social Wifi est prête à installer des tours pour distribuer l'internet haute vitesse aux citoyens de Namur qui n'ont pas accès au service;

CONSIDÉRANT que la Commission scolaire Western Québec considère que l'accès à l'internet haute vitesse est primordial pour l'éducation des enfants et appuie la Municipalité de Namur dans sa démarche;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Desormeaux

QUE Le Conseil municipal demande à la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées l'autorisation pour que la compagnie Social Wifi se branche au réseau internet haute vitesse à l'École de Namur pour la distribution du service de l'internet haute vitesse aux citoyens de Namur qui n'ont pas accès à ce service.

Adoptée à l'unanimité



2021-05-87 PONCEAU – IMPASSE DE LA PETITE-RIVIÈRE-ROUGE

CONSIDÉRANT la problématique avec un ponceau situé sur l'impasse de la Petite-Rivière-Rouge;

Il est proposé par Monsieur Sébastien Daudlin

QUE Le Conseil municipal repositionne le ponceau situé sur l'impasse de la Petite-Rivière-Rouge;

QUE Le Conseil municipal autorise le creusage et le profilage d'un fossé pour diriger l'eau vers un ancien fossé de drainage;

QUE Le propriétaire du terrain sur lequel l'eau s'écoule nettoie l'ancien fossé de drainage pour faciliter l'écoulement des eaux vers la rivière.

Adoptée à l'unanimité

2021-05-88 APPROBATION DES COMPTES PAYABLES

CONSIDÉRANT que la Directrice générale adjointe/Secrétaire-trésorière adjointe atteste qu'il y a les fonds disponibles pour les dépenses ci-dessous décrites ;

Il est proposé par Monsieur Martin Meilleur

QUE Le paiement des comptes payés au montant de 10 883.04 \$ apparaissant à la liste des chèques émis soit approuvé.

QUE Le paiement des comptes à payer au montant de 41 166.15 \$ apparaissant à la liste datée du 31 avril 2021 soit approuvé.

Adoptée à l'unanimité

PÉRIODE DE QUESTIONS PORTANT EXCLUSIVEMENT SUR L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DU MAIRE

PÉRIODE D'INTERVENTION DES MEMBRES DU CONSEIL

2021-05-89 LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Monsieur Martin Meilleur

QUE La séance soit levée et terminée. Il est 20 h 02.

Adoptée à l'unanimité

Gilbert Dardel
Maire

Annie Decelles
Directrice générale adjointe
Secrétaire-trésorière adjointe